

<https://ricochets.cc/Quand-Bizi-ANV-Alternatiba-Les-Desobeissants-se-rendent-complices-de-l-Etat.html>



Quand Bizi, ANV, Alternatiba, Attac, Les Désobéissants... se rendent complices de l'Etat

- Les Articles -

Date de mise en ligne : mardi 27 août 2019

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

L'article [Quand Bizi, ANV & Co se rendent complices de l'Etat](#) met les pieds dans le plat du dogmatisme et de la volonté d'hégémonie délétère de certaines organisations dites non-violentes.

► Extrait :

La plateforme G7EZ, requinquée par sa promenade du samedi 24 août à Hendaye, dont le chiffre des participant.e.s a clairement été gonflé, y compris par la préfecture, écrivait avec une assurance tout a fait déplacée au vu des multiples critiques dont elle fait l'objet : « Ce contre-sommet est d'ores et déjà une réussite ».

Cette phrase résonne en nous comme un coup de marteau. Elle est la goutte d'eau qui fait déborder le vase : le temps est venu pour nous de dénoncer l'imposture de ces organisations qui depuis trop d'années tentent de nous déposséder de nos combats et négocient sans cesse notre reddition face aux violences du système capitaliste.

La plate-forme G7EZ a appelé à converger sur le G7 de Biarritz pour participer à un camp et des actions sur la base d'un « consensus d'action » qui, disons-le clairement, ne faisait aucunement consensus, ni entre les participant.e.s au contre-sommet, ni entre les participant.e.s à la plate-forme elle-même. Les collectifs Indar Beltza et IPEH Antifaxista ont d'ailleurs quitté la plate-forme à la veille du contre-sommet.

La plate-forme G7EZ a investi toute son énergie et ses finances (plus de 50 000 euros) dans la mise sur pieds d'un programme de conférences dans le centre Ficoba, majoritairement animées par des membres locaux de son réseau, mais n'a pas jugé utile de financer, ni même de penser la mise en place en amont des moyens logistiques du contre-sommet : les cantines, équipes juridiques et équipes de soins autonomes se sont déployées indépendamment d'elle et sans leur soutien effectif. Aucune connexion internet ad hoc permettant une meilleure communication entre les différents pôles du contre-sommet et l'établissement d'un media center digne de ce nom n'a été déployée, contrairement à ce qui se fait sur la plupart des contre-sommets, y compris au milieu de champs perdus au milieu de nulle part.

Aux premières heures du campement d'Urrugne, la partie la plus influente de la plate-forme, visiblement peu habituée aux pratiques autogestionnaires, s'est montrée réticente à la tenue d'assemblées générales, pensant sans doute que l'organisation du campement resterait du ressort de leurs réunions « au sommet » (sans mauvais jeu de mot).

Enfin, et c'est sans doute le plus scandaleux, la plate-forme s'est comportée tout au long du contre-sommet comme si elle pouvait agir et décider sans les centaines de participant.e.s, se contentant d'énoncer des règles de conduite que chacun.e se devait de respecter, au risque de se voir invité.e à "aller voir ailleurs". Si leur communication est non-violente, leurs pratiques sont belles et bien autoritaires.

► suite sur [Quand Bizi, ANV & Co se rendent complices de l'Etat](#)



Le sujet est complexe, il faudrait avoir été sur place pour y voir plus clair, mais c'est bien en tout cas qu'il y ait des articles qui critiquent certaines mauvaises habitudes et posent certains problèmes de fond.